

TSX : MFI

Relations avec les investisseurs
investor.relations@mapleleaf.com
Relations avec les médias
media.hotline@mapleleaf.com

Les Aliments Maple Leaf communique ses résultats financiers du premier trimestre de 2026

Les Aliments Maple Leaf annoncent une croissance des revenus de 6,2 % et un bénéfice de 46 millions de dollars

Mississauga, Ontario, 7 mai 2026 - Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Les Aliments Maple Leaf » ou la « société ») (TSX : MFI) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier trimestre clos le 31 mars 2026.

Faits saillants du premier trimestre 2026⁽ⁱ⁾

- Les ventes se sont élevées à 963 millions de dollars comparativement à 907 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 6,2 %.
- Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, amortissement (« BAIIA »)⁽ⁱ⁾ est passé à 122 millions de dollars, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que la marge du BAIIA ajusté s'établit à 12,7 %.
- Le bénéfice avant impôt était de 64 millions de dollars, comparativement à 24 millions de dollars l'an dernier.
- Le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est chiffré à 46 millions de dollars (bénéfice de 0,37 \$ par action de base), comparativement à 16 millions de dollars (bénéfice de 0,13 \$ par action de base) à l'exercice précédent.
- Le résultat de base ajusté par action⁽ⁱ⁾ s'est établi à 0,34 \$ au cours du trimestre, par rapport à 0,21 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- La dette nette⁽ⁱ⁾ était de 1 009 millions de dollars, alors que la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois⁽ⁱ⁾ s'établit à 2,1 fois, une amélioration par rapport à 2,6 fois à la fin du premier trimestre de l'exercice précédent.
- La société a retourné 36 millions de dollars en capital aux actionnaires au moyen du dividende du premier trimestre et des rachats d'actions effectués dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Commentaires de la haute direction

« Nos résultats du premier trimestre témoignent de l'exécution rigoureuse de notre plan stratégique dans l'ensemble de l'entreprise, a déclaré Curtis Frank, président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf. Nous avons réalisé une croissance des revenus de 6 % d'une année à l'autre, le redressement séquentiel de la marge que nous attendions. Nous avons aussi augmenté le BAIIA ajusté, en misant sur notre efficacité opérationnelle, une composition favorable et une gestion rigoureuse des coûts, tout en générant de solides flux de trésorerie disponibles. »

« La transformation que nous avons effectuée afin de devenir une entreprise de produits de consommation courante plus simple, portée par une mission et axée sur les protéines et la marque produit des résultats concrets, a poursuivi M. Frank. Grâce à des marques de premier plan, à des plateformes de croissance évolutives et à des initiatives comme le programme Alimentons la croissance qui renforcent notre structure de coûts, nous sommes en bonne voie d'atteindre nos objectifs de 2026, soit une croissance des revenus d'environ 5 %, une expansion continue de la marge et une répartition rigoureuse du capital. »

Perspectives

Pour obtenir des renseignements sur les perspectives à court et à long terme de la société, veuillez consulter les communiqués de presse de la société datés du 13 janvier 2026 et du 10 mars 2026 respectivement, qui sont disponibles sur SEDAR+ et sur le site Web de la société à l'adresse <https://www.mapleleaffoods.com/media/>.

⁽ⁱ⁾ Les montants de l'exercice précédent ont été retraités pour tenir compte des résultats des activités poursuivies, à l'exception de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour connaître la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

Faits saillants financiers et opérationnels

Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Aliments Maple Leaf » ou la « société ») comprend deux unités d'exploitation : les aliments préparés et la volaille. Dernière étape dans le cadre de la réorganisation annoncée précédemment des activités commerciales et de la chaîne d'approvisionnement de la société, l'unité d'exploitation de la volaille comprend maintenant les catégories de volailles fraîche et transformée. L'unité d'exploitation de la volaille représente environ 40 % des ventes, et l'unité d'exploitation des aliments préparés représente environ 60 % des ventes.

(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action) (non audité)	Pour le trimestre clos le 31 mars,		
	2026	2025	Variation
Ventes ⁽ⁱ⁾	962,9 \$	906,7 \$	6,2 %
Profit brut ⁽ⁱ⁾	180,4 \$	154,1 \$	17,0 %
Frais de vente et charges générales et administratives ⁽ⁱ⁾	101,9 \$	103,1 \$	(1,1) %
Résultat net avant impôts ⁽ⁱ⁾	64,0 \$	24,3 \$	162,9 %
Bénéfice des activités poursuivies ⁽ⁱ⁾	46,1 \$	16,0 \$	187,5 %
Bénéfice	46,1 \$	49,6 \$	(7,0) %
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies ⁽ⁱ⁾	0,37 \$	0,13 \$	184,6 %
Bénéfice de base par action	0,37 \$	0,40 \$	(7,5) %
Résultat d'exploitation ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	75,9 \$	57,0 \$	33,1 %
BAIIA ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	122,4 \$	115,8 \$	5,7 %
Marge du BAIIA ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	12,7 %	12,8 %	(10) pb
Bénéfice avant impôts ajusté ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	60,1 \$	37,9 \$	58,7 %
Résultat ajusté par action ⁽ⁱ⁾⁽ⁱⁱ⁾	0,34 \$	0,21 \$	61,9 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	54,7 \$	9,9 \$	n.s. ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Flux de trésorerie disponibles ⁽ⁱⁱ⁾	36,6 \$	(13,6) \$	n.s. ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Dettes nettes ⁽ⁱⁱ⁾	1 009,1 \$	1 553,7 \$	(35,1) %
Dettes nettes par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois ⁽ⁱⁱ⁾	2,1	2,6	(0,5)

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées du secteur du porc.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour connaître la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Non significatif.

Les ventes du premier trimestre de 2026 ont été de 962,9 millions de dollars comparativement à 906,7 millions de dollars à l'exercice précédent, soit une augmentation de 6,2 %. L'augmentation des ventes de 11,7 % dans le secteur de la volaille est attribuable à l'amélioration de la composition des canaux liée à la croissance du volume dans le secteur de la vente au détail et des services alimentaires, facteurs qui ont été partiellement compensés par l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales. Les ventes d'aliments préparés ont augmenté de 2,3 % en raison de la tarification, de l'amélioration de la gamme de produits et des revenus connexes de tiers. Ces facteurs ont été partiellement annulé par la baisse des volumes liée au moment choisi des activités promotionnelles et à la réduction des ventes industrielles, l'incidence défavorable du taux de change sur les ventes aux États-Unis et l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales.

Le bénéfice brut du premier trimestre de 2026 a augmenté pour s'établir à 180,4 millions de dollars (marge brute⁽ⁱ⁾ de 18,7 %) comparativement à 154,1 millions de dollars (marge brute⁽ⁱ⁾ de 17,0 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice brut est attribuable à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, notamment les avantages découlant du programme Aliments la croissance, la composition favorable des canaux dans le secteur de la volaille, et une variation des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des dépenses pour les promotions commerciales.

Au premier trimestre de 2026, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 101,9 millions de dollars, résultat similaire aux 103,1 millions de dollars à l'exercice précédent.

Le bénéfice avant impôt pour le premier trimestre de 2026 s'est élevé à 64,0 millions de dollars, comparativement à 24,3 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice

brut, ainsi qu'à la réduction des frais d'intérêts principalement attribuable à la baisse des niveaux d'endettement en raison de la scission des activités dans le secteur du porc au quatrième trimestre de 2025, en partie compensée par la hausse des gains sur la cession d'actifs au cours de l'exercice précédent.

Le bénéfice tiré des activités poursuivies du premier trimestre de 2026 s'est élevé à 46,1 millions de dollars (bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies de 0,37 \$) comparativement à 16,0 millions de dollars (bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies de 0,13 \$) à l'exercice précédent. Le bénéfice tiré des activités poursuivies a subi l'incidence des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus pour le bénéfice avant impôt, en plus de l'augmentation de la charge fiscale en raison de l'augmentation des bénéfices.

Pour le premier trimestre de 2026, le bénéfice était de 46,1 millions de dollars (bénéfice par action de base de 0,37 \$) par rapport à 49,6 millions de dollars (bénéfice par action de base de 0,40 \$) à l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux bénéfices non perçus des activités cédées du secteur du porc, compensée par la hausse du bénéfice tiré des activités poursuivies, en raison des facteurs mentionnés ci-dessus.

Le résultat d'exploitation ajusté⁽ⁱ⁾ du premier trimestre de 2026 s'est établi à 75,9 millions de dollars, comparativement à 57,0 millions de dollars au dernier exercice. En ce qui concerne le résultat ajusté par action, il s'est fixé à 0,34 \$ pour le premier trimestre de 2026, par rapport à 0,21 \$ à l'exercice précédent. L'augmentation s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés concernant le bénéfice brut, à l'exclusion de l'incidence des gains et pertes latents sur les contrats à terme normalisés de marchandises.

Au premier trimestre de 2026, le BAIIA ajusté⁽ⁱⁱ⁾ était de 122,4 millions de dollars, comparativement à 115,8 millions de dollars l'an dernier, dans la tendance des facteurs susmentionnés pour le résultat d'exploitation ajusté, et en raison de la hausse des autres charges, principalement attribuable à des gains plus importants sur la cession d'immobilisations lors de l'exercice précédent. La marge du BAIIA ajusté était de 12,7 %, comparativement à 12,8 % à l'exercice précédent, également en raison des facteurs susmentionnés.

Au premier trimestre de 2026, le bénéfice avant impôts ajusté⁽ⁱⁱⁱ⁾ s'est établi à 60,1 millions de dollars, par rapport à 37,9 millions de dollars lors de l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés pour le BAIIA ajusté et lié à la baisse des frais d'intérêts.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation du premier trimestre de 2026 se sont élevés à 54,7 millions de dollars, comparativement à 9,9 millions de dollars à l'exercice précédent. Pour en savoir plus sur les variations des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, consultez la rubrique 7. Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

Les flux de trésorerie disponibles⁽ⁱⁱⁱ⁾ pour le premier trimestre de 2026 se sont chiffrés à 36,6 millions de dollars, comparativement à une sortie de fonds de 13,6 millions de dollars à l'exercice précédent. Si l'on exclut l'incidence des activités abandonnées, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté en grande partie en raison du moment de l'investissement dans le fonds de roulement saisonnier, de l'augmentation des bénéfices nets des éléments hors trésorerie et de la baisse des paiements d'intérêts.

Au 31 mars 2026, la dette nette⁽ⁱⁱⁱ⁾ était de 1 009,1 millions de dollars, soit une diminution de 544,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois a diminué de 0,5 fois. Pour en savoir plus sur les variations de la dette nette, consultez la rubrique 7. Flux de trésorerie et financement dans le rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2026 tel que déposé sur SEDAR+.

⁽ⁱ⁾ La marge brute représente le profit brut divisé par les ventes.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la section intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué pour obtenir la définition de ces mesures et ratios non conformes aux IFRS, ainsi qu'un rapprochement avec la mesure financière conforme aux IFRS.

Autres considérations

Le 6 mai 2026, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action, soit 0,84 \$ par action sur une base annuelle, payable le 30 juin 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 juin 2026. Sauf indication contraire de la société au plus tard à la date de paiement du dividende, le dividende sera considéré comme admissible au crédit d'impôt pour dividendes amélioré. Le régime de réinvestissement de dividendes de la société permet aux actionnaires admissibles de demander que leurs dividendes en espèces soient réinvestis dans des actions ordinaires supplémentaires de la société. Pour les actionnaires qui souhaitent réinvestir leurs dividendes dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes, Les Aliments Maple Leaf a l'intention d'émettre des actions ordinaires en capital à un prix égal à 100 % du prix de clôture moyen pondéré des actions pour les cinq jours de bourse précédant la date de paiement du dividende. De plus amples renseignements, sur le régime de réinvestissement de dividendes, notamment sur la façon de s'inscrire au programme, sont disponibles à l'adresse <https://www.mapleleaffoods.com>.

Conférence téléphonique

Une conférence téléphonique aura lieu à 8 h , HE, le 7 mai 2026, afin de passer en revue les résultats financiers du premier trimestre de Les Aliments Maple Leaf. Pour y participer, veuillez composer le 416 945-7677 ou le 1 888 669-1199. Les personnes qui ne peuvent participer à la conférence pourront écouter un enregistrement qui sera disponible une heure après l'événement au 289 819-1450 ou au 1 888 660-6345 (code d'accès : 16034 #).

Une webdiffusion de la conférence téléphonique du premier trimestre sera également disponible à : <https://app.webinar.net/01pLLeR93Oj>.

Il est possible de consulter la version intégrale des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités (« états financiers intermédiaires consolidés ») et du rapport de gestion connexe de la société sur son site Web et sur SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Un document à l'intention des investisseurs sur les résultats financiers du premier trimestre de la société peut être consulté en ligne à l'adresse www.mapleleaffoods.com/investors.

Mesures financières non conformes aux IFRS

La société utilise les mesures non conformes aux IFRS suivantes : le résultat d'exploitation ajusté, le résultat de base ajusté par action, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice avant impôts ajusté, les capitaux de construction, la dette nette, le coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois et les flux de trésorerie disponibles. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs pour évaluer le rendement financier de la société pour les raisons mentionnées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée aux termes des IFRS et, par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

Résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté et bénéfice avant impôts ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS utilisées par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Le résultat d'exploitation ajusté est défini comme le résultat avant impôt, ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et certains éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes futures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le BAIIA ajusté est défini comme le résultat d'exploitation ajusté, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et des éléments inclus dans les autres charges qui sont tenus pour représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise. La marge du BAIIA ajusté est calculée en fonction du BAIIA ajusté divisé par les ventes. La société utilise le bénéfice avant impôts ajusté chaque année pour évaluer son rendement et il sert au calcul des primes dans le cadre de son régime de primes de rendement à court terme. Il s'agit du BAIIA ajusté plus les revenus d'intérêt, moins l'amortissement et la charge d'intérêts, et d'autres coûts de financement.

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat net avant impôts comme constaté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés condensés avec le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté pour le trimestre clos le 31 mars comme il est indiqué ci-dessous. La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles pour évaluer le rendement des activités d'exploitation courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins.

(En millions de dollars)⁽ⁱ⁾
(non audité)

	Trimestres clos le 31 mars	
	2026	2025 ⁽ⁱⁱ⁾
Résultat net avant impôts	64,0 \$	24,3 \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	16,2	28,5
Autres charges (produits)	1,5	(3,3)
Frais de restructuration et autres frais connexes	1,0	1,5
Quote-part du bénéfice d'une entreprise associée	(4,2)	—
Résultat d'exploitation	78,5 \$	51,1 \$
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱⁱ⁾	—	1,4
Diminution (augmentation) des contrats de dérivés	(2,6)	4,6
Résultat d'exploitation ajusté	75,9 \$	57,0 \$
Amortissement ^(iv)	46,8	50,1
Éléments inclus dans les autres produits (charges) qui sont tenus pour représentatifs des activités courantes ^(v)	(0,3)	8,7
BAIIA ajusté	122,4 \$	115,8 \$
Marge du BAIIA ajusté	12,7 %	12,8 %
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	(16,2)	(28,5)
Revenus d'intérêts	0,7	0,7
Amortissement	(46,8)	(50,1)
Bénéfice avant impôts ajusté	60,1 \$	37,9 \$

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

^(iv) Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

^(v) Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double, y compris la charge d'amortissement, et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production.

^(vi) La charge d'amortissement incluse dans les coûts de démarrage et de restructuration et les autres coûts connexes est exclue de ce poste.

^(vii) Comprend principalement certains coûts liés aux projets durables, les gains et les pertes sur la dépréciation et la vente d'actifs à long terme, et d'autres charges diverses.

Résultat ajusté et résultat de base ajusté par action

Le résultat ajusté et le résultat de base ajusté par action, mesures non conformes aux IFRS sont utilisés par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier continu. Ces mesures sont définies comme le bénéfice et le bénéfice par action de base ajustés de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté en plus des éléments des autres produits qui sont représentatifs des activités courantes, tous assujettis à l'impôt. Le tableau suivant montre un rapprochement entre le bénéfice et le bénéfice par action de base présenté aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés et le résultat ajusté et le résultat de base ajusté par action pour le trimestre clos le 31 mars comme il est indiqué ci-après. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats financiers, étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

(non audité) ⁽ⁱ⁾	Trimestre clos le 31 mars 2026	
	en milliers de dollars	par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	46 074 \$	0,37 \$
Frais de restructuration et autres frais connexes ⁽ⁱⁱ⁾	746	0,01
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes ⁽ⁱⁱⁱ⁾	1 363	0,01
Variation de la juste valeur latente sur les contrats de dérivés	(1 921)	(0,02)
Quote-part du bénéfice d'une entreprise associée	(4 189)	(0,03)
Bénéfice ajusté	42 073 \$	0,34 \$

<i>(Non audité)</i> ^{(i)(iv)}	Trimestre clos le 31 mars 2025	
	en milliers de dollars	par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	16 025 \$	0,13 \$
Frais de restructuration et autres frais connexes ⁽ⁱⁱ⁾	1 119	0,01
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes ⁽ⁱⁱⁱ⁾	4 508	0,04
Coûts de démarrage des capitaux de construction ^(v)	1 004	0,01
Variation de la juste valeur latente sur les contrats de dérivés	3 424	0,03
Bénéfice ajusté	26 080 \$	0,21 \$

⁽ⁱ⁾ Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

⁽ⁱⁱ⁾ Comprend l'incidence des frais de restructuration et autres frais connexes, après impôt.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Comprend principalement les frais juridiques, les coûts d'occupation liés aux immeubles de placement, les coûts de la transaction de scission et les coûts associés à l'initiative Alimentons la croissance, après impôt.

^(iv) Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

^(v) Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production, après impôts.

Dette nette

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette et du coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois avec les montants présentés aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés de la société au 31 mars, comme il est indiqué ci-après. La société établit la dette nette en prenant en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et en déduisant la dette actuelle et à long terme et la dette bancaire, et établit le coefficient de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois comme la valeur absolue de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. La direction est d'avis que cette mesure est utile pour l'évaluation du montant de levier financier utilisé.

<i>(en milliers de dollars)</i> <i>(non audité)</i>	Au 31 mars	
	2026	2025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	136 050 \$	119 051 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(1 465) \$	(302 009) \$
Dette à long terme	(1 143 653)	(1 370 701)
Total de la dette	(1 145 118) \$	(1 672 710) \$
Dette nette	\$	\$
BAIIA ajusté des douze derniers mois⁽ⁱ⁾	482 303 \$	603 125 \$
Dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois	2,1	2,6

⁽ⁱ⁾ Pour 2026, les douze derniers mois comprennent le premier trimestre de 2026, le quatrième trimestre de 2025, le troisième trimestre de 2025 et le deuxième trimestre de 2025, retraités pour exclure les activités abandonnées dans le secteur du porc. 2025 comprend le premier trimestre de 2025, le quatrième trimestre de 2024, le troisième trimestre de 2024 et le deuxième trimestre de 2024 et est présentée comme indiqué initialement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer la trésorerie après investissement dans l'entretien de la base d'actifs de la société. Ils correspondent aux flux de trésorerie d'exploitation, moins l'investissement dans l'entretien⁽ⁱ⁾ et les intérêts connexes payés et capitalisés. Le tableau suivant calcule les flux de trésorerie disponibles pour les périodes indiquées ci-dessous :

(en milliers de dollars) (non audité)	Trimestres clos le 31 mars	
	2026	2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	54 691 \$	9 883 \$
Capital nécessaire à l'entretien ⁽ⁱ⁾	(17 660)	(23 240)
Intérêts payés et capitalisés liés au capital nécessaire à l'entretien	(408)	(270)
Flux de trésorerie disponibles	36 623 \$	(13 627) \$

⁽ⁱ⁾ L'investissement dans l'entretien est défini comme un investissement non discrétionnaire nécessaire pour maintenir les activités actuelles de la société et sa position concurrentielle. Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, les dépenses en immobilisations totales de 20,9 millions de dollars (24,9 millions de dollars en 2025) constatées dans les états intermédiaires consolidés des flux de trésorerie se composent de l'investissement dans l'entretien de 17,7 millions de dollars (23,2 millions de dollars en 2025) et d'un capital de croissance de 3,2 millions de dollars (1,7 millions de dollars en 2025). Le capital de croissance est défini comme les investissements discrétionnaires destinés à créer de la valeur pour les intervenants au moyen d'initiatives qui, par exemple, augmentent les marges, accroissent les capacités ou créent un avantage concurrentiel supplémentaire.

Énoncés prospectifs

Le présent document et les communications publiques, orales ou écrites, de la société contiennent souvent des « énoncés prospectifs », selon la définition qu'en donne la loi sur les valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés sur les attentes actuelles, les estimations, les projections, les croyances, les jugements et les hypothèses fondés sur l'information disponible au moment où l'énoncé prospectif a été formulé et fait à la lumière de l'expérience de la société et de sa perception des tendances historiques. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs et les buts de la société ainsi que des énoncés liés aux opinions, plans, cibles, buts, objectifs, attentes, anticipations, estimations et intentions de la société. Les énoncés prospectifs se reconnaissent souvent, mais pas toujours, à l'emploi d'expressions comme « anticiper », « poursuivre », « estimer », « s'attendre », « peut », « fera », « projeter », « devrait », « pourrait », « croire », « planifier », « avoir l'intention de », « concevoir », « cibler », « entreprendre », « voir », « indiquer », « maintenir », « explorer », « entraîner », « échéancier », « objectif », « stratégie », « probable », « potentiel », « perspectives », « viser », « proposer », « but », ou des variations positives ou négatives de ces expressions, et des expressions similaires suggérant des événements futurs ou des performances futures. Ces énoncés ne constituent pas des garanties au sujet du rendement futur et concernent des hypothèses, des risques et des incertitudes difficiles à prévoir.

De par leur nature, ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou faits réels divergent substantiellement de ceux qui avaient été prévus. La société croit que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais que rien ne garantit qu'elles s'avèreront exactes.

L'information prospective spécifique contenue dans le présent document peut comprendre, sans s'y limiter, des énoncés concernant ce qui suit :

- le rendement opérationnel et financier prévu des activités de la Société dans le secteur de la volaille et des aliments préparés à la suite de la scission de ses activités dans le secteur du porc (la « scission »), y compris la structure des entreprises après la séparation, les processus et la dynamique des activités après la séparation; la mise en œuvre des accords relatifs à la transaction entre la Société et Canada Packers Inc. (« Canada Packers »);
- l'importance de la dépendance à l'égard de Canada Packers en tant que principal fournisseur de porc pour ses activités du secteur des aliments préparés;
- la capacité de la société à réaliser les avantages et les gains d'efficacité prévus de la scission;
- la capacité de la société à gérer une concentration commerciale accrue et une diversification réduite;
- le calendrier et l'incidence des initiatives de restructuration opérationnelle et de réduction des coûts;
- la capacité de la société à adopter une approche de répartition du capital stratégique et rigoureuse tout en favorisant une croissance moyenne à un chiffre des revenus, et l'expansion continue de la marge du BAIIA ajusté;

- les perspectives de l'exercice 2026 de la société, y compris les perspectives prévues concernant les ventes, le BAIIA ajusté, le bilan, la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des douze derniers mois, ses investissements en immobilisations et la croissance des dividendes, ainsi que les facteurs qui en découlent;
- les objectifs financiers de la société pour 2030, y compris ses perspectives en matière de revenus, le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie disponibles, le bilan de la société et les rendements pour les actionnaires;
- le rendement futur, y compris les objectifs financiers futurs, les buts et les cibles, l'analyse de la croissance des catégories, les dépenses en immobilisations prévues et les dépenses prévues en matière de frais de vente et charges générales et administratives, les marchés du travail, les pressions inflationnistes (y compris la capacité de la société à établir un prix en fonction de l'inflation);
- l'exécution de la stratégie commerciale de la société, y compris le développement et le calendrier prévu des initiatives commerciales, l'expansion et le repositionnement de la marque, l'innovation, le rendement de la catégorie, les décisions d'affectation des capitaux (y compris l'investissement dans des rachats d'actions en vertu de l'OPRCNA ou d'autres remboursements de capital) et l'investissement dans des occasions de croissance et les rendements attendus qui y sont associés;
- les conditions concurrentielles et la capacité de la société de se positionner de façon concurrentielle sur les marchés où elle est en concurrence;
- les projets d'immobilisations potentiels, y compris la planification, la construction, les dépenses estimatives, les échéanciers, les approbations et les avantages prévus;
- la politique de dividendes de la société, y compris les niveaux futurs et la viabilité des dividendes en espèces, le traitement fiscal de ces derniers et les dates futures de versement des dividendes.

Divers facteurs ou hypothèses sont habituellement appliqués par la société pour tirer des conclusions ou pour établir les prévisions, les projections, les prédictions ou les estimations formulées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs et hypothèses sont fondés sur les renseignements dont dispose actuellement la société, y compris les renseignements obtenus de sources tierces, et comprennent, sans s'y limiter :

- les avantages et les incidences de la scission, y compris les risques, les coûts, les dissynergies et les conséquences fiscales prévues;
- les attentes, les hypothèses et la conformité des Aliments Maple Leaf, de Canada Packers et des « actionnaires déterminés », tels que définis dans la Loi de l'impôt sur le revenu (« LIR »), aux règles relatives aux transactions papillon en vertu de la LIR avant la scission et après sa conclusion;
- la capacité de Canada Packers à répondre aux besoins en porc de la société pour ses activités du secteur des aliments préparés, y compris du porc qui répond aux exigences et aux revendications de la société en matière de développement durable;
- les attentes concernant les adaptations des opérations, de la chaîne d'approvisionnement, du comportement des clients et des consommateurs, des tendances économiques, les taux de change, les tarifs douaniers et d'autres dynamiques du commerce international; l'accès aux capitaux et les changements structurels éventuels dans les tendances économiques mondiales;
- l'environnement concurrentiel, les conditions connexes du marché (y compris les droits de douane) et les mesures de la part de marché, la croissance ou la contraction d'une catégorie, le comportement attendu des concurrents et des clients et les tendances des préférences des consommateurs;
- le succès de la stratégie commerciale de la société et la relation entre l'établissement des prix, l'inflation, le volume et les ventes des produits de la société;
- les répercussions des tarifs douaniers, des taux d'intérêt, des taux d'imposition et des taux de change sur les prix courants des produits de base;
- la dynamique sociopolitique et la capacité de la société à accéder aux marchés et aux ingrédients sources et autres intrants à la lumière des perturbations sociopolitiques mondiales, ainsi que l'incidence des conflits mondiaux sur l'inflation, le commerce et les marchés;
- l'ampleur des éclosions potentielles ou de la propagation des maladies animales et ses implications pour tous les marchés des produits protéinés;
- la disponibilité et l'accès aux capitaux pour financer les besoins futurs en immobilisations et les activités courantes;
- les attentes concernant la participation aux régimes de retraite de la société et leur financement;

- la disponibilité d'une couverture d'assurance pour gérer certaines expositions au risque de responsabilité;
- l'étendue des passifs et des recouvrements futurs liés aux revendications juridiques;
- les lois réglementaires, fiscales et environnementales en vigueur;
- les coûts d'exploitation et le rendement futurs, y compris la capacité de la société de réaliser des économies d'exploitation et de maintenir des volumes de ventes élevés, un roulement élevé des stocks et un roulement élevé des comptes débiteurs.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats exprimés, implicites ou projetés dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, entre autres, les risques associés aux éléments suivants :

- la transaction de scission qui ne génère pas les avantages stratégiques et financiers prévus à long terme pour la société, ainsi que la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non et le moment où ces avantages seront réalisés, y compris les répercussions sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la société;
- l'exposition continue aux risques associés aux activités dans le secteur du porc et l'incapacité de Canada Packers à fournir à la société un volume suffisant de porc pour soutenir ses activités du secteur des viandes préparées, en particulier du porc qui répond à ses exigences en matière de développement durable et ses revendications concernant ses produits;
- le non-respect par la société, Canada Packers ou un « actionnaire déterminé », tel que défini dans la Loi de l'impôt sur le revenu, des règles relatives aux transactions papillon en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, ce qui pourrait faire en sorte qu'un impôt important soit exigible pour la société;
- les changements structurels possibles dans les marchés mondiaux et les conditions économiques qui pourraient avoir des répercussions sur l'exploitation et le rendement financier de la société, ainsi que les répercussions permanentes sur les tendances macroéconomiques, l'instabilité commerciale et les tensions mondiales;
- les tendances macroéconomiques, y compris l'inflation, le comportement des consommateurs, les indicateurs de récession, la disponibilité de la main-d'œuvre, la dynamique du marché du travail et les tendances du commerce international, y compris les tarifs et droits de douane et les marchés mondiaux du porc;
- l'évolution du commerce international et l'accès aux marchés et aux approvisionnements, ainsi que les dynamiques sociales, politiques et économiques, y compris les conflits à l'échelle mondiale;
- la concurrence, les conditions du marché et les activités des concurrents et de la clientèle, y compris l'expansion ou la contraction de catégories clés, les pressions inflationnistes et la capacité de la société à négocier un prix avantageux et à suivre l'évolution des tendances du marché;
- le prix des produits;
- la cybersécurité, la maintenance et l'exploitation des systèmes d'information, des politiques, des processus et des données de la société, la récupération, le rétablissement et les répercussions à long terme de l'événement de cybersécurité, le risque d'événements de cybersécurité futurs, les actions de tiers, les risques de violation des données, l'efficacité du plan de continuité des activités et de son exécution, et la disponibilité de l'assurance;
- l'instabilité géopolitique;
- l'incapacité de la société à adapter ses activités avec succès et efficacement pour tenir compte de la production consolidée;
- les résultats de l'exécution des plans d'affaires de la société, la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non, et le moment où ces avantages sont réalisés, y compris les répercussions sur les flux de trésorerie;
- la santé du bétail, y compris l'incidence de pandémies potentielles;
- la gestion réussie de la chaîne d'approvisionnement de la société;
- les économies et les gains d'efficacité;
- le rendement d'exploitation, y compris les niveaux d'exploitation de fabrication, les taux d'exécution des commandes et les pénalités;
- la disponibilité et la qualité des ingrédients, y compris les ingrédients de protéines végétales;
- la disponibilité et l'accès au capital, et la conformité aux clauses restrictives des facilités de crédit;
- les fluctuations des marchés de la dette et des actions;

- la salubrité des aliments, la responsabilité des consommateurs et les rappels de produits;
- la réputation et l'opinion publique;
- la propriété intellectuelle, y compris l'innovation de produits, le développement de produits, la stratégie de la marque et la protection des marques de commerce;
- l'exécution de projets d'immobilisations et les investissements dans l'entretien;
- le changement climatique, la réglementation sur le climat et le rendement de la société en matière de développement durable;
- la gestion stratégique des risques;
- la décision à l'égard de tout remboursement de capital aux actionnaires;
- la volatilité du cours des actions;
- les acquisitions et les cessions;
- les actifs et passifs des régimes de retraite;
- l'efficacité des stratégies de couverture des produits de base et des taux d'intérêt;
- l'incidence des variations de la valeur de marché des instruments de couverture;
- le système de gestion de l'approvisionnement pour la volaille au Canada;
- les réclamations juridiques réelles et envisagées;
- le recours à des fabricants à façon;
- la conformité à la réglementation gouvernementale et l'adaptation aux changements législatifs;
- les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change;
- l'incidence des tendances et des changements dans les goûts des consommateurs et leurs habitudes d'achat;
- les règlements environnementaux et les passifs environnementaux éventuels entraînés par ceux-ci;
- la consolidation du commerce de détail;
- la consolidation des activités et l'accent mis sur les protéines;
- le caractère saisonnier et les changements apportés aux activités promotionnelles;
- les événements catastrophiques imprévisibles;
- les conditions météorologiques;
- les questions d'emploi, y compris le respect des lois en vigueur dans le cadre du droit du travail dans de nombreux territoires de compétence, les risques liés à d'éventuels arrêts de travail en raison du non-renouvellement de conventions collectives, au recrutement et au maintien en poste de personnel qualifié et au fait de se fier au personnel clé et à la planification de la relève;
- la santé et sécurité au travail;
- l'incidence des modifications apportées aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») et à d'autres normes comptables que la société doit respecter à des fins de réglementation.

Les lecteurs sont également prévenus que certains des renseignements prospectifs, tels que les énoncés concernant les dépenses en immobilisations futures, les attentes relatives à la croissance des revenus, les attentes relatives au BAIIA ajusté, l'augmentation de la marge du BAIIA ajusté la répartition du capital allocation, les attentes relatives aux flux de trésorerie disponibles, les attentes concernant le bilan de la société et les rendements pour les actionnaires ainsi que les ratios de levier prévus; et la capacité de la société à atteindre ses objectifs financiers ou à concrétiser ses prévisions peuvent être considérés comme des perspectives financières aux fins de la législation sur les valeurs mobilières applicable. Les perspectives financières de la société sont présentées pour évaluer les bénéfices futurs potentiels et les utilisations futures prévues des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les lecteurs ne doivent pas présumer que les perspectives financières de la société seront réalisées.

De nombreux facteurs peuvent faire en sorte que les résultats réels, le rendement, les réalisations ou les événements ou développements futurs de la société diffèrent considérablement de ceux exprimés ou implicites dans les énoncés prospectifs aux présentes, y compris, sans s'y limiter, les facteurs qui se trouvent à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion.

Il y aurait lieu de se reporter à cette rubrique pour plus de précisions. D'autres renseignements concernant la société, y compris la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, sont accessibles dans le profil de la société dans SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

La société tient à avertir le lecteur que la liste de facteurs de risque et d'incertitude qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses résultats. La société exerce ses activités dans un environnement hautement concurrentiel et en évolution rapide où de nouveaux risques émergent souvent. Il n'est pas possible pour la direction de prévoir tous les risques ni d'évaluer l'incidence de tous les facteurs de risque sur les activités de la société ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs peut faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés aux présentes. Il y a lieu d'examiner attentivement les risques, incertitudes et hypothèses lors de l'évaluation des informations prospectives et de ne pas se fier indûment à ces déclarations. Les renseignements prospectifs contenus dans le présent document représentent les attentes de la direction à la date du présent document (ou à la date indiquée de leur formulation) et, par conséquent, peuvent être modifiés après cette date. Aliments Maple Leafs décline toute intention ou responsabilité de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, orale ou écrite, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins que les lois applicables l'exigent.

À propos des Aliments Maple Leaf Inc.

Les Aliments Maple Leaf (TSX : MFI), est une entreprise chef de file axée sur les protéines du secteur des produits de consommation emballés dont le siège social se trouve à Mississauga, Ontario. Elle produit fièrement des aliments délicieux et fabriqués de manière responsable sous des marques phares telles que Maple Leaf[®], Prime de Maple Leaf[®], Natural Selections[®] Maple Leaf[®], Maple Leaf Mighty Protein[™], Musafir[™], Schneiders[®], Mina[®], Halal, Greenfield Natural Meat Co.[®], LightLife[®] et Field Roast[®]. S'étant engagée à rehausser le mérite des aliments et à offrir aux clients des produits protéinés avec détermination, les Aliments Maple Leaf offre une valeur partagée à tous ses intervenants en montrant l'exemple en matière de sécurité, de salubrité et de durabilité, en élaborant des marques aimées, en exploitant avec excellence, en mettant en valeur des talents prodigieux et en élargissant son rayonnement au moyen d'innovation et de portée géographique.

Bilans intermédiaires consolidés

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Au 31 mars 2026	Au 31 mars 2025	Au 31 décembre 2025
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	136 050 \$	119 051 \$	143 409 \$
Comptes débiteurs	147 352	181 547	139 075
Billets à recevoir	42 619	38 684	62 116
Stocks	527 006	628 145	472 296
Actifs biologiques	10 604	187 881	10 921
Impôt sur le résultat et autres impôts à recouvrer	2 604	2 474	2 604
Charges payées d'avance et autres actifs	35 937	40 009	24 386
Actifs détenus en vue de la vente	—	20 900	—
Total des actifs courants	902 172 \$	1 218 691 \$	854 807 \$
Immobilisations corporelles	1 698 306	2 095 247	1 716 370
Actifs au titre du droit d'utilisation	67 124	155 606	71 182
Placements	125 201	12 859	121 830
Immeubles de placement	55 196	42 588	55 656
Avantages du personnel	55 100	27 200	50 576
Autres actifs à long terme	8 549	23 938	8 132
Actif d'impôt différé	36 839	48 586	36 117
Goodwill	387 353	477 353	387 353
Immobilisations incorporelles	237 885	335 571	239 907
Total des actifs à long terme	2 671 553 \$	3 218 948 \$	2 687 123 \$
Total de l'actif	3 573 725 \$	4 437 639 \$	3 541 930 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Créditeurs et charges à payer	510 971 \$	548 443 \$	514 585 \$
Partie courante des provisions	8 042	11 344	10 364
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	1 465	302 009	2 096
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	16 791	39 893	18 457
Impôt sur le résultat exigible	113 032	20 752	92 314
Autres passifs courants	20 596	34 876	23 526
Total des passifs courants	670 897 \$	957 317 \$	661 342 \$
Dette à long terme	1 143 653	1 370 701	1 136 493
Obligations au titre de contrats de location	72 710	142 698	75 464
Avantages du personnel	54 495	62 351	56 106
Provisions	2 043	2 768	2 719
Autres passifs à long terme	4 112	6 521	4 589
Passif d'impôt différé	280 626	322 531	284 223
Total des passifs à long terme	1 557 639 \$	1 907 570 \$	1 559 594 \$
Total du passif	2 228 536 \$	2 864 887 \$	2 220 936 \$
Capitaux propres			
Capital social	935 550 \$	900 871 \$	930 411 \$
Bénéfices non distribués	368 834	611 327	343 108
Surplus d'apport	12 378	20 159	11 950
Cumul des autres éléments du résultat global	42 202	43 826	40 964
Actions de trésorerie	(13 775)	(3 431)	(5 439)
Total des capitaux propres	1 345 189 \$	1 572 752 \$	1 320 994 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 573 725 \$	4 437 639 \$	3 541 930 \$

États consolidés intermédiaires du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions)
(non audité)

	Trimestres clos le 31 mars	
	2026	2025 ⁽¹⁾
Ventes	962 850 \$	906 664 \$
Coût des marchandises vendues	782 475	752 522
Profit brut	180 375 \$	154 142 \$
Frais de vente et charges générales et administratives	101 892	103 070
Bénéfice avant ce qui suit :	78 483 \$	51 072 \$
Frais de restructuration et autres frais connexes	1 002	1 503
Autres charges (produits)	1 453	(3 256)
Quote-part du bénéfice d'une entreprise associée	(4 189)	—
Bénéfice avant intérêts et impôt sur le résultat	80 217 \$	52 825 \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	16 197	28 478
Résultat net avant impôts	64 020 \$	24 347 \$
Charge d'impôt sur le résultat	17 946	8 322
Bénéfice tiré des activités poursuivies	46 074 \$	16 025 \$
Bénéfice lié aux activités abandonnées	—	33 538
Bénéfice	46 074 \$	49 563 \$
Bénéfice par action attribuable aux actionnaires ordinaires		
Bénéfice de base par action	0,37 \$	0,40 \$
Bénéfice dilué par action	0,36 \$	0,40 \$
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	0,37 \$	0,13 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	0,36 \$	0,13 \$
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions) :		
De base	124,4	123,8
Dilué	128,3	125,3

⁽¹⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

États intermédiaires consolidés des autres éléments du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

Trimestres clos le 31 mars

	2026	2025 ⁽ⁱ⁾
Bénéfice	46 074 \$	49 563 \$
Autres éléments du résultat global		
Gains actuariels qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (1,8 million de dollars nets d'impôts; 1,4 million de dollars en 2025)	5 298 \$	4 134 \$
Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées (0,1 million de dollars nets d'impôts; 0,0 million de dollars en 2025)	266	—
Total des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net	5 564 \$	4 134 \$
Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Variation de l'écart de conversion cumulé (0,0 million de dollars nets d'impôts; 0,0 million de dollars en 2025)	3 907	(563)
Variation du change sur la dette à long terme désigné comme couverture d'investissement net (0,6 million de dollars nets d'impôts; 0,0 million de dollars en 2025)	(3 629)	113
Variation relative aux couvertures de flux de trésorerie (0,5 million de dollars nets d'impôts; 0,2 million de dollars en 2025)	1 335	(923)
Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées (0,0 million de dollars nets d'impôts; 0,0 million de dollars en 2025)	(68)	—
Total des éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net	1 545 \$	(1 373) \$
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	7 109 \$	2 761 \$
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées ⁽ⁱ⁾ (0,0 million de dollars nets d'impôts; 0,2 million de dollars en 2025)	—	1 205
Total des autres éléments du résultat global	7 109 \$	3 966 \$
Résultat global	53 183 \$	53 529 \$

⁽ⁱ⁾ Les montants de 2025 ont été retraités afin d'exclure les activités abandonnées liées aux activités dans le secteur du porc.

États intermédiaires consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Cumul des autres éléments du résultat global								
	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱ⁾	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions de trésorerie	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2025	930 411 \$	343 108	11 950	11 515	(1 149)	(10 012)	40 610	(5 439)	1 320 994 \$
Bénéfice	—	46 074	—	—	—	—	—	—	46 074
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	5 564	—	262	1 283	—	—	—	7 109
Dividendes déclarés (0,21 \$ par action)	2 337	(26 219)	85	—	—	—	—	—	(23 797)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5 365	—	—	—	—	—	5 365
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	2 450	—	—	—	—	—	2 450
Exercice d'options sur actions	5 332	—	—	—	—	—	—	—	5 332
Achat d'actions par la fiducie responsable des unités d'actions temporairement inaccessibles	—	—	—	—	—	—	—	(8 336)	(8 336)
Vente d'actifs immobiliers	—	307	—	—	—	—	(307)	—	—
Actions rachetées	(2 530)	—	(7 472)	—	—	—	—	—	(10 002)
Solde au 31 mars 2026	935 550 \$	368 834	12 378	11 777	134	(10 012)	40 303	(13 775)	1 345 189 \$

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Cumul des autres éléments du résultat global ⁽ⁱ⁾								
	Capital social	Bénéfices non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profit et perte latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱ⁾	Profits (pertes) latent(e)s sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions propres	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2024	897 839 \$	587 393	12 482	14 545	(1 257)	(6 641)	37 347	(3 431)	1 538 277 \$
Bénéfice	—	49 563	—	—	—	—	—	—	49 563
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	4 134	—	86	(254)	—	—	—	3 966
Dividendes déclarés (0,24 \$ par action)	3 032	(29 763)	—	—	—	—	—	—	(26 731)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5 777	—	—	—	—	—	5 777
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	1 900	—	—	—	—	—	1 900
Solde au 31 mars 2025	900 871 \$	611 327	20 159	14 631	(1 511)	(6 641)	37 347	(3 431)	1 572 752 \$

⁽ⁱ⁾ Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net.

⁽ⁱⁱ⁾ La variation des gains et pertes actuariels qui ne sera pas reclassée dans le résultat net et qui a été reclassée dans les résultats non distribués est incluse dans les autres éléments du résultat global.

États intermédiaires consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

Trimestres clos le 31 mars

2026 2025

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS :

Activités d'exploitation

Bénéfice	46 074 \$	49 563 \$
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :		
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	—	(16 411)
Amortissement	46 806	63 654
Rémunération fondée sur des actions	5 365	5 777
Charge d'impôt différé (recouvrement)	(3 119)	(3 717)
Charge d'impôt	21 065	24 739
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	16 197	29 646
Perte (profit) sur la vente d'actifs à long terme	112	(10 612)
Dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs au titre du droit d'utilisation	184	866
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés non désignés	(7 554)	1 122
Quote-part du bénéfice d'une entreprise associée	(4 189)	—
Variation du passif au titre des régimes de retraite	963	719
Impôt sur le résultat remboursé (payé), montant net	—	(1 365)
Intérêts payés, après les intérêts capitalisés	(15 562)	(28 573)
Variation de la provision pour frais de restructuration et autres frais connexes	(2 990)	(4 263)
Variation de la marge des dérivés	(224)	(1 611)
Autre	4 067	5 148
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(52 504)	(104 799)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	54 691 \$	9 883 \$

Activités d'investissement

Entrées d'actifs à long terme	(20 850) \$	(24 852) \$
Intérêts payés et capitalisés	(444)	(280)
Produit de la vente d'actifs à long terme	420	13 004
Dividendes de l'entreprise associée	1 094	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(19 780) \$	(12 128) \$

Activités de financement

Dividendes versés	(23 797) \$	(26 731) \$
Diminution nette de la dette à long terme	(1 814)	(19 782)
Paiement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(3 653)	(8 092)
Exercice d'options sur actions	5 332	—
Achat d'actions propres	(8 336)	—
Rachat d'actions	(10 002)	—
Paiement des coûts de financement	—	(7)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(42 270) \$	(54 612) \$
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(7 359) \$	(56 857) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	143 409	175 908
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	136 050 \$	119 051 \$